

INTERVENTION de Sadek HADJERES

POUR LE 1^{er} Novembre 1954

(au siège du PCF, Colonel Fabien, le 28 Octobre 2004)

Chers camarades et amis

Je remercie la direction du PCF d'avoir sollicité mon témoignage et mon opinion. A ma connaissance, cette célébration est jusqu'ici la seule, de la part des organisations françaises, à honorer avec cette solennité un événement historique qui a bouleversé mon peuple et son destin.

J'y vois la continuité d'une tradition de solidarité de classe et d'amitié anticolonialiste pour qui le critère des bonnes relations et de l'internationalisme réside essentiellement dans une communauté d'intérêts légitimes traduite en actes, par delà la diversité des appartenances et des affinités ethniques, culturelles, religieuses ou de civilisation.

Il est souhaitable, comme cela semble déjà le cas en France comme en Algérie, que les débats se prolongent au delà de quelques journées symboliques. Qu'ils se poursuivent dans des efforts et des échanges d'émotions, d'informations et d'analyses sereines qui nous changent des panégyriques ou des procès d'intention envers les épisodes et les acteurs de cette guerre. Ces commémorations se hausseront ainsi à la hauteur de ce qui, après les libérations de la Chine, du Viêt-Nam et de Cuba, constitua un tournant de la décolonisation en Afrique et dans le monde. Ces journées donnent aussi l'occasion aux citoyens algériens et français de découvrir et mesurer l'importance des occultations et des déformations qui ont entouré l'histoire de la guerre d'Algérie. Ces déformations nous semblent aujourd'hui à peine croyables, Pourquoi ont-elles pourtant longtemps marché ? Parce que les esprits, même parmi les plus sincères, ont été obscurcis par des enjeux immédiats de pouvoir, par les séquelles de lourds contentieux politiques et partisans, par des règlements de compte idéologiques, ainsi que par des pesanteurs sociologiques dans l'un et l'autre pays, amplifiées par les leviers médiatiques au service d'intérêts étroits. Malgré les premiers efforts méritoires de quelques historiens, plusieurs composantes du mouvement national algérien et leurs alliés dans le monde ont été victimes de ces passages à la trappe, et parmi elles, davantage encore les communistes et les courants les plus progressistes dans les deux pays.

A ce propos et sans entrer dans les détails, je signale à ceux que ces questions intéressent, que je mettrai à leur disposition des documents dont la plupart, quand ils n'ont pas été purement et simplement ignorés, n'ont eu droit qu'à des commentaires tendancieux ou de seconde main sans qu'ils aient jamais été reproduits dans leur version intégrale. Parmi eux, la déclaration du PCA du 2

novembre 1954, les lettres adressées au FLN en 1956 au moment de l'intégration des CDL dans l'ALN en 1956, les lettres adressées par Bachir Hadj-Ali et moi même depuis Alger au GPRA en 1959, ainsi que plusieurs autres documents et témoignages de terrain.

Chers camarades et amis

En tant que membre de la direction du parti communiste algérien sur le sol national durant la guerre d'indépendance, je tiens à réaffirmer, avec le recul du temps, l'appréciation positive que mes camarades et moi avons eue des positions anticolonialistes défendues alors par le PCF. Ses dirigeants et militants ont livré un long et persévérant combat, à contre-courant d'une opinion forgée, jusque dans les couches les plus modestes des travailleurs et de la population française, par des décennies de propagande nationaliste, raciste et impérialiste. Nous avons exprimé à l'époque à nos camarades français notre désaccord et notre regret de certaines des positions tactiques du PCF telles que le faux pas, rapidement corrigé, du vote des pouvoirs spéciaux en 1956 ou d'autres erreurs moins lourdes dans l'appréciation de la situation. Elles nous furent d'autant plus préjudiciables que, de bonne ou mauvaise foi, ces positions étaient imputées également au PCA, censé à tort être automatiquement aligné sur le PCF. Mais à nos yeux, dans les conditions où il menait cette lutte, jamais autant qu'au cours de la guerre d'Algérie le PCF n'a été aussi proche de sa vocation anti-colonialiste. Nous ne demandons pas aux travailleurs français de réclamer l'indépendance à notre place, ni aux plus avancés d'entre eux de prendre le fusil avec nous, il y avait assez de combattants. Il était vital par contre que le peuple français prenne suffisamment conscience de ses propres intérêts pour infléchir la politique de guerre des gouvernants socialistes puis gaullistes. Dans ce but, la ligne la plus susceptible de rassembler le maximum de Français au fur et à mesure de leur expérience, comme l'a fait remarquer à juste titre Claude Liauzu, était la revendication de la paix sur la base du droit des peuples à leur autodétermination. Cela n'empêchait pas des Français à s'engager individuellement ou en groupes forcément minoritaires dans des actions pouvant apporter une aide précieuse du type technique, conspiratif ou d'insoumission ouverte. Qui nous dit d'ailleurs, et j'ai à ce sujet ma propre information, que des communistes français n'ont pas eux aussi mené ce genre d'activités avec l'aval de leur parti, sans pour autant qu'ils aient jugé utile ou opportun que l'Huma le claironne ? Même symbolique, cette participation de Français communistes ou non, à ce genre d'actions algériennes pouvait contribuer elle aussi à contrer la propagande colonialiste selon laquelle les résistants algériens n'étaient que des terroristes, des anti-français barbares fanatisés par l'islam. En Algérie, les communistes d'origine européenne, brisaient eux aussi ce mythe propagandiste, non en tant que français mais comme patriotes algériens. Voilà pourquoi nous étions désolés par les anathèmes qu'échangeaient publiquement en France les tenants de différentes

formes de solidarité pour imposer l'idée que seule leur propre action était honorable ou efficace.

Je dis tout cela d'autant plus à l'aise que nous avons porté un jugement très critique sur des orientations stratégiques du PCF envers l'Algérie, pour des périodes situées avant ou après la guerre d'indépendance. Dans les années 43- 47, il se défiait de façon excessive du mouvement nationaliste algérien dont le caractère foncièrement libérateur prédominait en dépit de faiblesses aujourd'hui reconnues qui méritaient des critiques constructives et non des anathèmes. Après l'indépendance de l'Algérie, surtout après 1973, la direction du PCF de l'époque, pour des raisons qu'il appartient d'abord au PCF d'étudier, a versé au contraire dans le soutien inconditionnel aux orientations prétendument socialistes du nationalisme algérien, au moment où ce dernier basculait vers les courants conservateurs et réactionnaires au sein des institutions et du parti officiel du FLN. Nombreux sont les militants communistes français qui apprendront aujourd'hui seulement que durant quinze ans, de 1973 jusque peu après octobre 88, le PCF avait rompu unilatéralement ses relations avec les communistes algériens organisés dans le PAGES, parce qu'il considérait que l'Algérie construisait le socialisme sous la direction du FLN, alors que les communistes, les syndicalistes, les démocrates de progrès étaient interdits, réprimés, torturés et calomniés par le pouvoir algérien.

Je ne crois pas m'aventurer en pensant qu'aujourd'hui le PCF tend à s'orienter vers des actions et des positions de solidarité concrète envers l'Algérie profonde, celle des travailleurs, des paysans, des couches déshéritées, des cadres et des entrepreneurs honnêtes. Il est heureux qu'il cherche à privilégier une information et une écoute plus objective plutôt que des a priori idéologiques plus ou moins fondés, en évitant le piège des implications dans les rivalités de clans et de pouvoir en Algérie. Je souhaite avec beaucoup d'autres Algériens que cette célébration du premier novembre soit un jalon solide en cette direction.

Chers camarades et amis

Une commémoration digne d'un tel événement, ne consiste pas à s'incliner devant un monument.

Je soulignerai en premier lieu une des perceptions majeures du 1^{er} novembre 54 que l'histoire a validée. Il n'existe pas au monde de force oppressive ou exploiteuse qui soit invincible à jamais, quelle que soit sa puissance dans tous les domaines. La conquête de la souveraineté nationale a été pour ceux de ma génération le dénouement d'un rêve fabuleux. L'affrontement armé était devenu inévitable puis maintes fois prolongé par l'intransigeance et l'aveuglement colonialistes. Mais il a commencé, si on ne voit les choses que sous leur aspect formel, par l'initiative d'une poignée de patriotes disposant d'un armement dérisoire. Quand au lendemain du 1^{er} novembre, chacun de nous a pris conscience des lourdes épreuves à venir, sachant en particulier la sérieuse impréparation

politique de la mouvance nationaliste qui était entrée en crise et divisée depuis de longs mois, ces jours là, même l'air étouffant de l'Algérie colonisée nous était devenu plus léger, chargé d'une massive bouffée d'espoir. Ces espoirs n'étaient pas infondés, la libération du joug colonial ne fut pas un miracle.

Là réside le deuxième enseignement majeur. Si la volonté de liberté du peuple algérien a fini par triompher, malgré la disproportion des potentiels militaires, c'est qu'elle a bénéficié en Algérie comme à l'échelle internationale d'un ensemble de facteurs politiques favorables et irremplaçables. Faute de temps, je ne détaillerai pas ces facteurs, je rappellerai seulement la raison de leur efficacité : ce fut la convergence ou plutôt les convergences, les unités d'action réalisées progressivement en Algérie comme en France et dans le monde autour d'un objectif concret, le droit des Algériens à décider de leur destin.

Souvenez-vous : les courants les plus différents ou même les plus opposés quant à leurs préférences pour telle voie ou moyen ou pour telle perspective idéologique se sont pour la plupart retrouvés sur le terrain quotidien de la lutte et des sacrifices pour atteindre un objectif tangible, identifié et intériorisé par l'expérience collective comme relevant de l'intérêt commun. Les plus grands succès au cours de la guerre d'indépendance ont été enregistrés toutes les fois que ces facteurs ont été pris en compte suffisamment à temps, de façon consciente et organisée tant par le mouvement national dont le FLN a pris la tête, que par ses alliés naturels ou conjoncturels dans le monde. C'est pourquoi la petite flamme vacillante de la lutte armée durant les premiers mois a pris une ampleur nationale, portée par ce qu'il y eut de meilleur et de plus unitaire dans les orientations qui seront définies ensuite au Congrès de la Soummam du FLN d'août 1956. Lorsque surgiront des retards, des défaillances ou des violations de ce qu'il y avait de plus bénéfique dans ces orientations, notamment au sein des sphères dirigeantes ou du fait de lourds préjugés dans les sociétés, toutes les fois que les préoccupations hégémonistes ont prévalu contre l'esprit démocratique de l'unité d'action, ce fut au détriment de la cause de la libération de l'Algérie et de l'amitié entre nos deux peuples, avec des conséquences à long terme pour les générations successives.

Fort heureusement, en dépit des défaillances, l'abnégation de la base populaire, encouragée par le mûrissement d'une solidarité internationale diversifiée, est parvenue à vaincre les obstacles. Car la société qui souhaitait ardemment l'indépendance n'était pas directement impliquée dans les rivalités sans principe d'une partie des sphères dirigeantes qui mettaient à mal l'unité d'action. Les manifestations populaires algériennes de Décembre 1960, enclenchées au départ sans l'intervention de la direction du FLN et du GPRA, ont constitué le tournant décisif de la guerre de libération. Elles ont créé les conditions d'une prise de conscience plus massive dans le monde et plus particulièrement en France aussi bien dans la sphère civile que parmi les soldats du contingent et dans les institutions. Elles ont fini par contraindre le pouvoir français à de vraies négociations de paix fondées sur les droits légitimes de notre peuple, alors que De Gaulle, qui à la

différence des dirigeants socialistes français s'était détaché des intérêts ultracoloniaux de " papa ", avait d'abord déchaîné toute la puissance militaire française pour tenter d'assurer les nouveaux intérêts pétroliers et géostratégiques des classes dirigeantes.

Chers camarades et amis

J'ai insisté sur l'importance des convergences et de l'unité d'action en sachant bien qu'elles sont plus faciles à évoquer qu'à réaliser. Elles requièrent des efforts, une culture politique, un art et une expérience collective à la hauteur de son caractère vital. D'autant plus qu'une solide unité d'action ne signifie pas alignement intégral en tout mais une réelle autonomie assumée avec esprit de responsabilité par tous les partenaires : discipline de combat et autonomie d'opinion et d'expression ne vont pas l'une sans l'autre. C'est la raison pour laquelle et je vous prie de croire que ce ne fut pas facile, le PCA, tout en soutenant vigoureusement le FLN et en intégrant ses combattants dans l'ALN, a tenu à conserver son existence politique et son indépendance de jugement face aux événements.

Je voudrais à ce propos rendre un hommage particulier aux représentants des courants français et algériens qui avant guerre ont beaucoup œuvré à faire avancer cette conception ouverte de l'unité d'action et dont certains sont présents à cette commémoration. Je me souviens avec quelle constance le résistant et chrétien progressiste français André Mandouze travaillait à rapprocher les positions des formations nationales, à leur faire surmonter leurs préjugés mutuels et leurs contradictions secondaires au regard de leurs objectifs communs sur le court et le long terme. Dans les comités d'action et d'union qui regroupaient toutes les formations nationales où je représentais l'Association des Etudiants Musulmans dont j'étais le président, à côté d'autres organisations syndicales et de jeunesse agissaient avec persévérance d'autres artisans de l'unité d'action comme mon ami le regretté Ali Boumendjel qui représentait souvent le mouvement de la Paix. Il y avait aussi, garants d'une répercussion très large de ces efforts dans la population, les représentants d'Alger républicain, seul quotidien anticolonialiste et son directeur Henri Alleg que je n'ai pas besoin de vous présenter. Tâche ingrate que celle des artisans des convergences, dont les efforts tant du côté algérien que du côté français n'ont pas toujours été payés de retour, avant comme après l'indépendance. Ils le savent bien, Mandouze, Alleg et aujourd'hui Zouhir Bessa, sur ce chemin ils ne pouvaient s'attendre qu'à des plaies et des bosses.

Comment à ce propos ne pas évoquer aussi la mémoire du général de Bollardière, dont la présence de sa veuve parmi nous me touche à un double titre. Ce résistant français anti-nazi, a sauvé à nos yeux l'image des meilleures traditions de la France en se démarquant des atrocités coloniales et en refusant de voir l'armée française engluée dans ce genre de tâches. J'ai lu quelque part qu'à une période il avait commandé dans la région de Larbâa-Tablat et de l'Atlas blidéen, région où j'ai grandi et milité et où des dizaines de mes jeunes camarades, ouvriers

agricoles, petits artisans ou chômeurs dont je suivais l'action, ont gagné la montagne parmi les premiers. Je n'en retrouverai que deux ou trois après l'indépendance. De cette région étaient originaires aussi des Français aussi honorables tels que Jules Roy ou Jean Pellegrini, c'est là aussi que Jean-Jacques Servan-Schreiber a participé aux " commandos de chasse " dont il a relaté les actions dans des reportages de l'Express. La même région a subi aussi, hélas, les exactions d'un officier de triste mémoire, il s'en vantait et en fit même, comme vous le savez, le point de départ d'une carrière de chef de file raciste de la droite ultra-réactionnaire française.

Nos deux peuples abandonneront-ils aujourd'hui l'exigence de fortes convergences comme une simple relique du passé ? Sous le règne conjugué de la haute finance et de la haute technologie militaire, le colonialisme n'est pas mort. Non seulement il ne se contente pas de se renouveler dans les formes et les moyens économiques, financiers, idéologiques et médiatiques plus subtils, mais on le voit encore recourir aux formes les plus violentes et les plus barbares pour se perpétuer en Palestine et reprendre aux Irakiens l'indépendance conquise en juillet 1958. On le voit partout exploiter les difficultés des anciens colonisés pour tenter d'exercer sa domination par l'intermédiaire de pouvoirs ou des mouvements locaux interposés. Aujourd'hui comme hier, construire les convergences et les unités d'action au delà des différences reste une question de survie. *Malheur aux peuples, aux travailleurs, s'ils se laissent dépouiller de cette arme la plus décisive dont ils disposent pour bâtir une citoyenneté démocratique et sociale. Malheur à nos peuples s'ils viennent à succomber au piège mortel d'une " guerre des civilisations " que Samuel Huntington n'a pas du tout inventé, car les colonialistes en ont largement usé et abusé en Algérie et partout ailleurs. Ils ont semé dans les sociétés algérienne et française les graines d'un poison idéologique à retardement d'autant plus mortel qu'il se présente sous les apparences de l'auto-défense.*

Saurons nous tirer les leçons du gâchis épouvantable que fut d'abord la conquête au 19^{ème} siècle puis la deuxième guerre d'Algérie pour deux peuples, qui auraient eu tout à gagner à coopérer ? Même un colonialiste, appelé à témoigner en faveur du tortionnaire Aussaresses à son procès, s'était exclamé avec amertume : " Puisqu'il en a été ainsi, je pense qu'il aurait fallu leur donner dès le début l'indépendance ! ". Leur de bon sens tardive mais après quels dégâts pour l'immédiat et le futur !

Car le plus grave est que les choses se sont déroulées de façon telle que les nouvelles générations n'ont pas été suffisamment vaccinées contre les chauvinismes, les racismes, les intégrismes et les pratiques terroristes. Mal redoutable qui, alors que notre libération nationale se projetait comme une révolution démocratique et sociale exemplaire, respectée dans le monde et respectueuse des valeurs nationales culturelles et religieuses, a perverti les évolutions souhaitées. L'Algérie a été progressivement acculée par les sectarismes, les hégémonismes croisés et arrogants des armes et de l'argent à des positions

conservatrices sinon rétrogrades dans les domaines vitaux pour son développement. Certaines évolutions symétriques en France (telles que la mise à l'index du " pétrole rouge " algérien après les nationalisations de 1971) ont élargi le fossé des deux côtés de la Méditerranée.

Si on en juge par les vagues d'indignation qu'ont soulevé dans nos deux pays les agressions au Proche et Moyen Orient, ainsi que la dénonciation des actes de barbarie et de torture massives, la voie reste ouverte aux espoirs de convergences et de combativité pour combattre ces fléaux.

Il est à nouveau impératif comme au temps de la guerre d'Algérie, que les opinions de nos deux pays se mobilisent pour prévenir et contrecarrer le déferlement irresponsable des racismes et des essentialismes de tous bords. Il est capital que les bases populaires, les intellectuels, les media apprennent à discerner les intérêts et les enjeux véritables que recouvrent les idéologies, les cultures et les professions de foi, dans le domaine religieux comme dans la sphère laïque. La montée des sentiments aussi bien islamo-phobes que judéophobes, anti arabes, anti maghrébins ou globalement anti-occidentaux, les virulentes campagnes crispations autour des modes vestimentaires, tout cela constitue le terrain propice aux évolutions intégristes et terroristes qui prospèrent toutes les fois que n'est pas reconnu le droit sacré aux résistances démocratiques à l'oppression et à l'exploitation.

Chers amis et camarades,

Il est salutaire devant tout fléau de remonter aux racines du mal pour en éviter l'aggravation et les récidives. N'oublions pas le rôle fondateur de deux évènements néfastes au cours de la guerre d'Algérie.

Le premier a été l'invasion tripartite déclenchée contre l'Egypte en 1956 par la coalition Israel-France-Grande Bretagne. Elle visait entre autres à écraser le mouvement de libération algérien, qui avait commencé à gagner le soutien de nombreux juifs d'Algérie. Un exemple : étant recherché activement à cette époque par les forces de sécurité françaises, je fus hébergé plusieurs jours par un camarade juif qui avait participé quelques années auparavant comme volontaire du côté israélien à la guerre israélo-arabe de 1948. Il en était revenu écoeuré et peu optimiste quant à l'avenir démocratique d'Israël.

Un deuxième coup de boutoir a fait basculer les européens et les juifs d'Algérie dans le désespoir et les réactions ultra-racistes. Ce fut au printemps 1962. Les autorités des deux côtés venaient de réaliser dans les proclamations et les textes des accords d'Evian le droit de l'Algérie à l'indépendance et le droit des européens de continuer à vivre en Algérie. Ces autorités ont perdu à ce moment crucial le contrôle de leurs opinions respectives. A cause de l'OAS du côté français, et du côté algérien les réactions de vengeance de minorités irresponsables au moment où les dirigeants algériens en place se trouvaient gravement divisés et

défaillants en se disputant le pouvoir. D'autres occasions de réparer ces dégâts ont été lamentablement gâchées depuis l'indépendance.

Voilà pourquoi il est important de donner aujourd'hui un contenu démocratique et social aux initiatives amorcées par les autorités de nos deux pays en vue de relations plus amicales dans un esprit d'égalité. La France et l'Etat français se grandiraient en reconnaissant solennellement le tort causé aussi bien à l'Algérie qu'aux intérêts français légitimes par un passé de rapports inégaux fondés sur la violence armée. Ce serait la meilleure façon de désamorcer les risques d'escalades maléfiques qui ne bénéficieraient une fois de plus qu'aux seules forces d'oppression et d'exploitation

Il n'y a pas de fatalité, ni du meilleur ni du pire. Une seule certitude : agir pour rendre vivable le sort des individus dans nos deux sociétés, de rendre viable l'existence de nos nations et assurer la qualité des relations internationales.

Les espoirs de justice et de fraternité évoqués par le film de J. Pierre Lledo ne sont pas seulement un rêve, à condition de les replacer dans le contexte nouveau forgé par l'Histoire du demi-siècle écoulé. Faisons en sorte d'y contribuer dans un espace de solidarité et de lutte franco-algérien qui ne se confond pas avec celui des frontières territoriales, institutionnelles, linguistiques, religieuses et de civilisation. Cet espace de lutte et de solidarité est complémentaire des autres espaces communs algéro- maghrébin, arabe, méditerranéen et africain. C'est un espace aux atouts certains et ouvert à nos espoirs communs, celui des sociétés civiles et des solidarités actives, celui des orientations démocratiques convergentes, celui des droits sociaux et des droits de l'homme et de la femme, celui de l'émulation dans la création et les échanges culturels.

Ce monde nouveau qui reste à construire est celui qui habitait les pensées de mon camarade Ahmed Inal, ancien responsable des étudiants algériens de Paris, torturé à mort en 1957 après avoir été fait prisonnier au combat dans les maquis de Sebdou. Ce rêve a été aussi celui qui jusqu'à l'ultime seconde de sa vie n'a pas quitté mon camarade l'ouvrier Fernand Iveton, guillotiné au petit matin de février de la même année à quelques minutes de ses deux autres codétenus musulmans.

Le rêve de l'indépendance est devenu réalité, soyons aujourd'hui des millions à poursuivre dans l'action unie le rêve de la citoyenneté inscrit dans l'appel du 1^{er} novembre 54.
